

fenêtres s/ cours

Le journal de la FSU-SNUipp



actu

Budget, un film sans fin

grand angle

Un autre avenir pour les minots

interview

La paix se construit collectivement

Cinéma: l'école se projette

dossier

PACO DEMOUCHOIR
JEAN TOULMOND

ABDEL À LA POURSUITE DE PAQUET DE MOUCHOIRS

ON NE LÂCHE RIEN

Ramasser ses déchets : un rôle que chacun peut jouer.

SEULS LES EMBALLAGES ET PAPIERS VONT DANS LES BACS DE TRI

12 dossier



Cinéma : l'école se projette

L'école est souvent la première expérience au cinéma des élèves. Elle leur apprend « à lire » le plus populaire des arts.

5 l'enfant

L'obésité devance l'insuffisance pondérale

6 actu

Budget, un film sans fin 8/ Mayotte : droits des enfants bafoués / Éducation nationale ou territoriale ? 9/ AESH, la nécessité d'un statut / 3 questions à Dominique Momiron

21

métier&pratiques

22/ Temps de l'enfant... ou des « grands » ?
24/ EVAR-S : se ressourcer 25/ Interview Marie-France Bishop, comprendre un texte
26/ À l'école des moins de trois ans
29/ En douce campagne

31 lire/
sortir!

En famille



32

société

Syrie, le retour de l'école 33/ Femmes : un droit inégal à la santé / Questions à Maéva Caron-Thérage, docteure en droit social / Pesticides jusqu'aux écoles

34 interview

Cécilia Barbieri : « La paix se construit collectivement »

FENÊTRES SUR COURS N° 509 du 30 janvier 2026 / Mensuel du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Aurélie Gagnier

RÉDACTION : Mathilde Blanchard, Claire Bordachar, Franck Brock, Aurélie Gagnier, Marion Katak, Sandrine Monier, Jacques Mucchelli, Delphine Ract, Anaïs Richard, Nelly Rizzo, Nicolas Wallet

CONCEPTION-RÉALISATION : NAJApresse / direction éditoriale : Julie Matas, graphique : Maya Carrasco

IMPRESSION : SIEP Bois-le-Roi RÉGIE PUBLICITÉ : Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 PRIX DU NUMÉRO : 4 euros ABONNEMENT : 23 euros

ISSN 1241 0497 / CPPAP 0430 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



SOMMAIRE 3

éditorial

Former des esprits critiques

Dans un contexte international marqué par les conflits et rythmé par les annonces trumpiniennes, l'école doit plus que jamais former des esprits critiques, capables de décrypter le monde et d'agir en citoyens éclairés. C'est avec cette conviction que la FSU-SNUipp aborde les prochaines échéances.

À l'approche des élections municipales et des opérations de carte scolaire, l'école publique doit être au centre des débats. Il est urgent d'obtenir les moyens nécessaires pour garantir un véritable service public de proximité, respectueux des élèves et des personnels, et capable de combattre les inégalités sociales.

La FSU-SNUipp lutte au quotidien contre les inégalités dans la société mais aussi entre les femmes et les hommes. À l'occasion du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, rappelons que cela se joue aussi dans nos classes. Eduquer à l'égalité, déconstruire les stéréotypes de genre pour un avenir libre : c'est une mission fondamentale pour une société plus juste.

Face à la complexité du monde et aux interminables débats budgétaires, la culture apporte une bouffée d'oxygène. Ce mois-ci, « Fenêtres sur Cours » vous emmène donc au cinéma. Bien plus qu'une simple distraction, l'analyse d'un film, la rencontre avec une œuvre, ouvrent de nouvelles fenêtres sur le monde et sur l'art, affûtant le regard et la sensibilité de nos élèves. La culture est essentielle à l'émancipation de toutes et tous. L'école a un rôle majeur à jouer pour accomplir pleinement sa mission d'éducation populaire.

AURÉLIE GAGNIER

Joint à ce numéro
un supplément
« Retraites actives »



Sans lui,
ça n'existerait
pas.
Sans vous,
ça n'existerait
plus.



JE FAIS UN DON



L'obésité devance l'insuffisance pondérale

L'Unicef sonne l'alerte : pour la première fois au niveau mondial, le taux global d'obésité dépasse celui de l'insuffisance pondérale chez les enfants et les adolescent·es d'âge scolaire. Devenue la forme de malnutrition la plus répandue, l'obésité touche désormais 188 millions de ces jeunes, soit un sur dix, les exposant à des risques de maladies potentiellement mortelles. Dans son

“DES CAMPAGNES MARKETING CIBLÉES (...) EXPLOITENT LES COMPORTEMENTS EN LIGNE DES ENFANTS”

rapport 2025*, l'organisme somme les pouvoirs publics de prendre des mesures pour s'attaquer aux causes de ce phénomène galopant. Le rapport établit une corrélation entre pauvreté et surpoids. Dans les pays

accédant selon la Banque mondiale au statut de « pays à revenu intermédiaire », les aliments et boissons ultra-transformés deviennent plus largement disponibles et abordables. Dans les pays à revenu élevé, comme la France, le surpoids tend à être plus fréquent chez les enfants et les adolescent·es issus de ménages plus pauvres. En France, il concerne 17% des 6-17 ans, dont 4% sont en situation d'obésité.



ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES “NÉFASTES”

L'Unicef met en garde : « L'alimentation des enfants n'est plus façonnée par des choix personnels, mais par des environnements alimentaires néfastes. » Ces environnements privilient les produits issus de la restauration rapide et les aliments ultra-transformés, tous riches en sucres, amidon modifié, sel, mauvaises graisses et additifs. Des produits massivement promus par des campagnes marketing ciblées qui exploitent les comportements en ligne des enfants, « envahissant les marchés de détail et s'infiltrant jusque dans les écoles ». Si l'industrie agroalimentaire s'efforce de saper l'action des gouvernements, le rapport souligne des progrès notables dans des pays comme le Chili ou le Mexique, notamment grâce à une forte volonté politique, un soutien résolu de la société civile et un refus de céder aux pressions de l'industrie. C'est pourquoi l'Unicef formule des recommandations fortes pour lutter contre ce nouveau fléau. L'organisation demande notamment de « mettre en œuvre des mesures complètes et obligatoires visant à transformer les environnements alimentaires des enfants » ou encore « d'adopter des politiques globales pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité financière d'aliments nutritifs et produits localement destinés aux enfants ». ANAÏS RICHARD

*« Alimenter les profits, comment les environnements alimentaires compromettent l'avenir des enfants », septembre 2025

Budget et,

L'infime discussion sur le budget en ferait oublier l'essentiel : les services publics, enjeux des municipales et objet de diverses campagnes.

un film sans fin



« Debout les campeurs et haut les cœurs ! N'oubliez pas vos bottes ! C'est le jour de la marmotte ! » le leitmotiv radiophonique du film Un jour sans fin peut laisser penser à un enthousiasme hivernal. Le contexte politique est imprégné de ce sentiment d'une boucle temporelle de répétitions où l'on n'avance pas, mais sans l'enthousiasme. L'examen en nouvelle lecture en janvier du projet de loi de finances a donné lieu aux mêmes points d'achoppement qu'en novembre. Le retour du 49.3 (le vingt-neuvième sous la présidence d'Emmanuel Macron) confirme la position minoritaire du gouvernement, renforçant

un fonctionnement exécutif autoritaire. Le budget 2026 n'est toujours pas voté avec un report en février. Malgré certaines concessions, sa dernière mouture garde le principe d'une injustice fiscale amenuisant les recettes et d'une dépense publique insuffisante, poursuivant notamment le gel du point d'indice des fonctionnaires, les efforts demandés aux collectivités territoriales et aux services publics. Le rapport 2025 d'Oxfam met en évidence une concentration effarante et effrayante des richesses. Les 53 milliardaires français sont plus riches que près de la moitié de l'ensemble de la population et leur for-

tune a doublé depuis le début de la mandature macroniste. Ce gain de plus de 220 milliards d'euros équivaut au financement de plus de 10 000 postes enseignants pendant près de 4 siècles. Vertigineux ! Layla Abdelké Yakoub, responsable d'Oxfam, alerte sur les risques démocratiques : « *Ceux qui détiennent déjà le plus de ressources économiques façonnent des politiques publiques qui servent leurs intérêts, tout en aggravant les inégalités.* »

MOBILISATIONS À L'ÉCHELLE LOCALE
Face à cette mise en danger du bien com-

LES ÉCOLES DES DROM-COM SONT APPELÉES À LA GREVE par la FSU-SNUipp le mardi 3 février. Pour de dignes

conditions d'enseignement et d'apprentissage, pour un dispositif compensatoire à l'indemnité temporaire de retraite et contre la

baisse de l'indexation des salaires sur la vie chère en cas de CLM.



MUNICIPALES : « JE VOTE SERVICES PUBLICS »

Sous le thème « Je vote services publics », le collectif Nos services publics, associé à des organisations dont la FSU, appelle les candidat·es aux élections municipales à s'engager sur une charte reprenant 14 exigences pour les services publics de proximité. Les communes peuvent être source d'avancées concrètes pour la population et s'engager pour développer et démocratiser les services publics de proximité, malgré leur contexte budgétaire fragilisé par des années d'austérité. « Confier mes enfants à la crèche, c'est public », « se loger pas cher, c'est public », « vieillir dignement, c'est

public »... Ces engagements peuvent se décliner par une publication des critères d'attribution des aides et subventions, le maintien des structures hospitalières de proximité, des conventions pluriannuelles plutôt que des appels à projets dans le domaine culturel, par le respect de l'obligation d'introduire des produits bios et locaux dans la restauration scolaire, ou le refus de toute discrimination ou pénalité liée à la situation administrative ou familiale... L'objet est de mettre en œuvre des services publics qui préservent les libertés et l'égalité d'accès aux droits, qui prennent en compte les enjeux écologiques et améliorent la démocratie locale. À lire sur NOSERVICESPUBLICS.FR

ratisme social et scolaire. C'est également à l'échelle territoriale que la FSU-SNUipp interpelle les candidat·es aux élections municipales et rencontre les personnels pour les mobiliser. Échanger sur les thématiques de l'école, du quotidien aux perspectives d'une autre école, les conditions de travail, les droits des AESH, les craintes liées à une révision des missions des remplaçant·es, la direction d'école... et bien évidemment sur les premiers éléments de la carte scolaire, pour sortir d'un hier perpétuel et construire demain.

MATHILDE BLANCHARD

Mayotte : droits des enfants bafoués

« Négligence du gouvernement français », « sous-développement chronique », « obstacles à la scolarisation », l'ONG Human Rights Watch dénonce dans son dernier rapport* les manquements de l'État français sur le droit à la scolarisation à Mayotte. « De nombreuses communes imposent des obstacles importants et arbitraires à l'inscription scolaire, notamment en exigeant des documents non prévus par la loi. Les enfants scolarisés se retrouvent souvent dans

des écoles surpeuplées ne disposant pas des équipements nécessaires pour répondre à leurs besoins fondamentaux ». Une situation alarmante aussi soulignée dans le rapport de l'Unicef « Grandir à Mayotte ». En effet, le passage du cyclone Chido et de la tempête Dikélédi ont aggravé le quotidien des enfants. Santé, alimentation, éducation, logement, hygiène, environnement sain... autant de droits bafoués. Les enfants des

bidonvilles et ceux issus de familles migrantes sont particulièrement affectés. L'Unicef recommande de centrer les politiques publiques sur l'intérêt de l'enfant, de renforcer la collecte des données car la situation est actuellement sous-évaluée, de supprimer les dérogations discriminatoires qui privent des enfants de leurs droits fondamentaux et d'anticiper les crises liées au changement climatique en veillant à intégrer les besoins des enfants.

* « Une exception néfaste. Les manquements persistants de la France au droit à l'éducation à Mayotte », novembre 2025.

Éducation nationale ou territoriale ?

Moins 3,2 élèves par classe en maternelle en moyenne et moins 2,8 en élémentaire depuis 2015. Face à cette baisse démographique amenée à s'amplifier, le ministère présente « L'École des territoires », des pistes pour « repenser l'offre scolaire ». Pilotés par la préfecture et la direction académique, les observatoires des dynamiques rurales sont élargis à tous les territoires. Ces instances visent à anticiper globalement la chute du nombre d'élèves en concertation avec les collectivités territoriales mais sans les organisations syndicales ni les parents. Des

propositions dont l'objectif reste de récupérer des moyens en ressortant de vieilles antennes comme « réduire les classes multiniveaux à faible effectif, mutualiser les ressources pédagogiques et les compétences professionnelles », ou encore « mettre des CM2 au collège ». Concernant l'éducation prioritaire (EP), le ministère botte en touche et reporte encore la révision de la carte de l'EP à 2027 au minimum. En attendant, il prévoit pour 66 écoles hors éducation prioritaire pour répondre aux « situations les plus

Focus

ÉVALUATIONS NATIONALES, POLITIQUE À REVOIR

Le ministère a rendu publics les résultats des évaluations nationales passées en septembre dernier pour tous les niveaux de l'école élémentaire et du collège (sauf en 3^e). Une multiplication d'indicateurs, avec des résultats contrastés selon la compétence évaluée et le niveau concerné. Si le ministère se félicite de progrès aux évaluations de 6^e en fluence, il oublie de préciser que les compétences en compréhension de l'écrit chutent, alors qu'elle constitue la finalité de l'apprentissage de la lecture. Et c'est justement sur les compétences relevant de la compréhension que les écarts entre les résultats des élèves hors éducation prioritaire et ceux de l'éducation prioritaire sont les plus importants : résolution de problèmes en mathématiques, compréhension orale de phrases puis d'un texte en cycle 2, compréhension d'un texte lu en cycle 3. Le ministère serait bien avisé d'abandonner ces évaluations standardisées et sa politique de pilotage des pratiques enseignantes par les résultats. Tout au contraire, il devrait plutôt octroyer les moyens nécessaires à une véritable lutte contre les inégalités.

AESH, la nécessité d'un statut

Les accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) ont beau constituer le 2^e métier en nombre de l'Éducation nationale, le statut de fonctionnaire de catégorie B vient de leur être refusé par le Sénat. Alors que seulement 64% d'entre elles bénéficient d'un CDI selon la Dapp* et qu'elles subissent une précarité financière en partie due à l'imposition d'un travail à temps incomplet (pour 97,6%), avec une quotité moyenne de 63,2% à la rentrée 2024, la FSU-SNUipp réclame la création de ce corps de fonctionnaire. Celui-ci leur garantirait des droits en termes de carrière, rémunération, formation et mobilité, ainsi que la reconnaissance de leur métier et de leurs compétences professionnelles spécifiques.

* Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, Panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire 2024-2025

3 questions

DOMINIQUE MOMIRON,

spécialiste de l'inclusion, IEN ASH retraité

1 POURQUOI DE PLUS EN PLUS D'ÉLÈVES SONT SANS AESH ?

La hausse des notifications d'AESH – 10 à 11% par an selon la Cour des comptes – crée un effet de ciseaux entre des besoins cumulés et la saturation des ressources humaines. La cause structurelle est la réduction de l'école inclusive à la seule compensation par les AESH, devenue priorité gouvernementale car maîtrisable en termes de chiffres et de budget. Dans l'imaginaire administratif, l'accompagnement humain règle tout, alors qu'il ne traite pas la racine du problème de l'accès aux savoirs. En regard, le temps partiel imposé aux AESH, leur faible rémunération, leur formation superficielle et l'absence de stabilité d'emploi ou d'affectation entraînent un tarissement du vivier.

3 COMMENT ENVISAGER LA COLLABORATION PE/AESH ?

Le modèle actuel de l'école inclusive est à bout de souffle. S'y accrocher revient à créer un « sous-prolétariat » au nom de valeurs qu'on ne se donne pas les moyens de respecter. L'inclusion ne doit plus être un « secteur » à part mais l'identité même de l'école. La collaboration PE/AESH prend tout son sens dans un système fondé sur l'accessibilité, c'est-à-dire une école émancipatrice qui respecte la Convention internationale des droits de l'enfant. On peut alors y repenser l'interface entre les missions distinctes du binôme professionnel PE/AESH. Pour ce faire, l'expérience montre que des formations locales inter-métiers fonctionnent très bien.

2 QUE FAIRE ÉVOLUER ?

D'abord revaloriser et professionnaliser le métier d'AESH. Le sortir de la précarité en l'intégrant à un corps de fonctionnaire de catégorie B, avec des perspectives de carrière. Le doter d'un temps plein à l'instar du temps enseignant, dérogatoire aux 35h. Et renforcer la formation initiale, en cessant d'envoyer les AESH sur le terrain dès le recrutement. Enfin clarifier

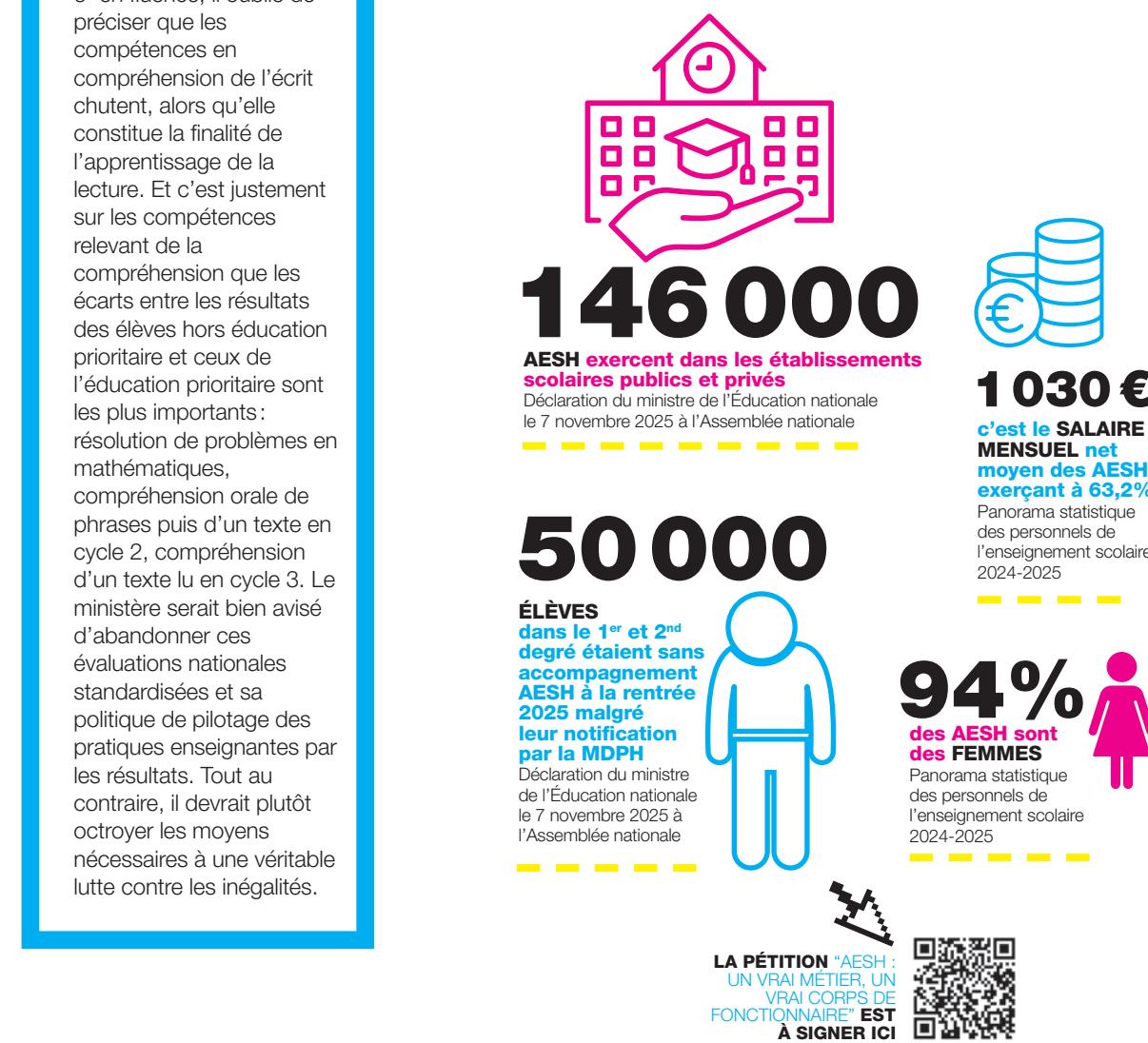
les missions de compensation qui ne consistent pas à concevoir l'accessibilité aux savoirs.

Le rôle des AESH n'est pas didactique et ne peut répondre à tous les besoins pour rendre l'école inclusive. C'est à la formation des PE que l'accessibilité universelle des savoirs doit être intégrée pour faire de l'inclusion la matrice des enseignements. Enfin, des temps de concertation identifiés et compris dans le service doivent permettre aux PE, AESH et personnels du médico-social d'apprendre à travailler ensemble.

3 COMMENT ENVISAGER LA COLLABORATION PE/AESH ?

Le modèle actuel de l'école inclusive est à bout de souffle. S'y accrocher revient à créer un « sous-prolétariat » au nom de valeurs qu'on ne se donne pas les moyens de respecter. L'inclusion ne doit plus être un « secteur » à part mais l'identité même de l'école. La collaboration PE/AESH prend tout son sens dans un système fondé sur l'accessibilité, c'est-à-dire une école émancipatrice qui respecte la Convention internationale des droits de l'enfant. On peut alors y repenser l'interface entre les missions distinctes du binôme professionnel PE/AESH. Pour ce faire, l'expérience montre que des formations locales inter-métiers fonctionnent très bien.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK BROCK



La marche blanche suite à l'assassinat de Medhi Kessaci a mis sur le devant de la scène le fait que la lutte contre le trafic de drogue n'est pas seulement l'affaire de la justice. Dans le 14^e arrondissement de Marseille à la Busserine, des citoyennes et citoyens se battent au quotidien pour mieux vivre et éviter que la jeunesse ne tombe sous l'emprise de ce trafic.

Un autre avenir pour les minots

«On ne marche pas sur le trottoir des guetteurs», c'est la recommandation faite aux minots des quartiers nord de Marseille car ici les intimidations, violences, fusillades ne sont pas de la fiction. Facilement repérables, avec leur cagoule et lunettes noires, recouverts d'une capuche, assis sur des chaises, les guetteurs et vendeurs de stupéfiants sont proches des abords de l'école. «Un véritable souci de sécurité, notamment au moment des entrées et sorties d'école», explique le Groupe de veille qui regroupe des associations, habitants et habitantes de ce quartier, l'un des plus pauvres en France (40% de la population vit sous le seuil de pauvreté selon l'Insee). «Ce n'est pas un hasard si le trafic de drogue s'est installé ici, les pouvoirs publics ont créé un vide terrible en désertant le quartier»,



souligne avec colère Jean-Marie. Ce collectif s'est constitué en 2016 pour réfléchir ensemble, porter la voix des habitantes et habitants auprès d'une administration de plus en plus absente et trouver des solutions, projets ou actions pour résoudre les difficultés liées au départ des services publics, à la pauvreté, au manque d'hygiène ou encore à l'insécurité.

LA FORCE DU COLLECTIF

Au fil des années, le Groupe de veille est devenu une vraie force d'interpellation. «Notre technique est de harceler l'administration pour qu'elle agisse, d'occuper le terrain avec les associations en étant solidaires et en mettant en place des projets qui rassemblent et permettent à toutes et tous de mieux vivre», explique Anne-Marie. Et ce

militantisme social porte des résultats à différents niveaux. La force collective a permis la fin des points de contrôles mis en place par les trafiquants qui empêchaient la libre circulation et confisquaient l'espace public. L'Après M, l'ancien Mc Do que le géant américain voulait fermer, est devenu officiellement en 2022 un fast-food social et solidaire suite à des batailles collectives pour maintenir la structure. «Mac Do nous avait permis d'acquérir une solide formation technique mais nous voulions mettre l'humain au cœur de ce projet et partager un savoir-faire, explique Coralie Gratier, manager du Mac Do puis de l'Après M. Nous avons réussi à conserver un lieu de restauration où les habitants ont plaisir à se retrouver mais aussi à créer un lieu d'in-

sertion en formant des personnes éloignées de l'emploi et un lieu de solidarité en mettant en place une banque alimentaire». La réouverture imminente de la crèche est aussi une bataille remportée. Elle avait été fermée pour des raisons de sécurité après des tirs de kalachnikov lors de règlements de comptes en 2018. «Cela a pris du temps mais nous n'avons rien lâché, précise Fadelha. Une lutte emblématique pour un retour du service public dans nos quartiers».

LA CULTURE COMME MÉDIATRICE

Dans cette bataille au quotidien pour un autre avenir, l'accès à la culture joue un rôle essentiel notamment auprès de la jeunesse. À l'école, l'équipe enseignante



«Il est temps d'agir, par exemple de faire revenir les services publics dans les quartiers, de lutter contre l'échec scolaire qui fournit aux trafiquants une main-d'œuvre soumise, de doter les enquêteurs et les forces de police des moyens dont ils ont besoin, de renforcer, de soutenir réellement les familles de victimes du narcotrafic.», affirme Amine Kessaci dans une tribune publiée dans le journal Le Monde le 19 novembre dernier après l'assassinat de son jeune frère Medhi par le narcotrafic. Président de l'association Conscience, qu'il a fondée en juillet 2020, il se bat pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers défavorisés partout en France. Il appelle l'État à reconstruire les services publics dans ces quartiers laissés à l'abandon. La publication de son livre «Marseille, essuie tes larmes» et le fait que l'association Conscience se porte partie civile dans le procès prévu en octobre 2026 des cinq meurtriers présumés de son frère aîné, Ibrahim, retrouvé assassiné dans une voiture brûlée en décembre 2020, lui «valent un contrat». Exfiltré de Marseille par la police, dans un lieu tenu secret, il vit aujourd'hui sous protection policière.

de nouveaux horizons. «Un tiers des enfants continuent la musique. Un club orchestre qui regroupe anciens élèves des classes orchestre et parents musiciens s'est formé et répète chaque mardi soir», précise avec fierté une enseignante. «C'est usant parfois, cela nous demande beaucoup d'investissement mais cela vaut le coup», ajoute un autre PE. La culture, c'est aussi l'espace culturel de la Busserine, seule structure municipale artistique présente dans les quartiers nord qui travaille avec les écoles mais qui a aussi vocation à faire découvrir le spectacle vivant aux habitantes et habitants du quartier. Musique, théâtre, humour, spectacles jeunes public, ateliers, résidences d'artistes pour «ouvrir les esprits et les vocations», détaille Nicolas Depuis-de-Lome, directeur du centre. Pour Diessy Contaret, directeur artistique et danseur de l'association Heart Color Music, «cet espace m'a sauvé la vie quand je le fréquentais dans les années 80 en me donnant la possibilité de venir danser». Désormais, son association permet aux jeunes de 16 à 26 ans de s'initier à des pratiques pluridisciplinaires comme la danse, la musique, le théâtre, les contes et la technique autour de vidéos, sons, courts métrages ou créations théâtrales. La Busserine c'est aussi son centre social l'Agora qui fait office de place du village, situé juste à côté de la plaine de jeux. «Ouvert à toutes et tous avec un accueil inconditionnel, nous allons vers les habitants pour analyser les besoins et proposer des actions adaptées», explique Rania Yahyaoui, directrice du centre. Les jeunes et notamment les adolescents ont besoin de repères et d'appuis au niveau éducatif mais aussi pour s'émanciper personnellement. Les différents ateliers – théâtre, éloquence, podcast sur l'actu, santé, soutien scolaire ou encore découverte des institutions – participent à cette ouverture sur le monde et à la construction de la citoyenneté. Malgré la baisse des subventions, une vie de quartier avec des richesses multiples perdure. Des richesses trop souvent passées sous silence au grand regret de ses habitantes et habitants alors qu'elles sont un ciment essentiel pour lutter contre la violence et les trafics.

NELLY RIZZO



Dossier réalisé par Mathilde Blanchard, Claire Bordachar, Jacques Mucchielli et Nelly Rizzo.

Cinéma : l'école se projette

Deux millions d'élèves bénéficient chaque année de « Ma classe au cinéma ». L'école est souvent leur première expérience au cinéma, elle leur apprend à « lire » le plus populaire des arts.

Cinéma : l'école se projette

La sortie au cinéma est de loin la pratique culturelle hors domicile la plus répandue en France avec 60% de la population qui s'y est rendue en 2024 (contre 24% au théâtre, 14% à un spectacle de danse et 11% au cirque). Des disparités de fréquentation persistent toutefois selon l'origine sociale ou selon les territoires. 68% des personnes habitant dans de grands centres urbains fréquentent les cinémas, elles ne sont que 50% dans les zones rurales disposant de moins de salles, parfois éloignées du domicile (lire p. 16). Pour autant, le caractère populaire du 7^e art est avéré, et les œuvres sont aussi accessibles à travers les diffusions à la télévision ou sur les plateformes. On dira qu'il y a film et film, les blockbusters, les comédies populaires, le cinéma d'auteur... Mais il existe aussi les films dit jeune public parmi lesquels se retrouvent aussi bien des films du répertoire que des courts métrages spécialement conçus pour cette tranche d'âge.

UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE CINÉPHILE

Les jeunes de 15 à 24 ans constituent le gros des troupes fréquentant les salles obscures, et nombre d'entre eux, 14%, ont vécu leur première expérience cinématographique à l'occasion d'une sortie scolaire. Ces derniers bénéficient notamment du dispositif « Ma classe au cinéma ». Crée dans les années 1980, cette initiative ministérielle s'est peu à peu développée de la maternelle au lycée touchant environ 2 millions d'élèves par an, soit un sixième d'entre eux. Elle représente le plus important des dispositifs mis en œuvre dans le cadre de l'Éducation artistique et culturelle.

« Ma classe au cinéma » bénéficie de subventions et de l'expertise du Centre national du cinéma (CNC) sans lesquelles ce dispositif ne pourrait survivre. La menace pèse pourtant. Un amendement des parlementaires du Rassemblement National proposant la suppression du CNC a été rejeté à une large majorité, mais de telles velléités pourraient bien se reproduire dans un contexte où les subventions publiques à la culture sont à la baisse. Dans son rapport rendu en mai



DONNER UN NOUVEL ÉLAN

Le rapport de la Dgesco, « Offrir à chaque élève une éducation au cinéma et à l'image de qualité » souligne l'importance du dispositif national « Ma classe au cinéma ». Celui-ci permet chaque année à près de deux millions d'élèves, de la maternelle au lycée, de se rendre dans les salles obscures pour y découvrir de deux à quatre films de qualité. Si ce rapport souligne le succès du dispositif, il identifie plusieurs vulnérabilités. « Ma classe au cinéma »

repose sur le volontariat des enseignant·es avec peu de formations dédiées et pas de financement spécifique. Autre point de vigilance, l'éducation au cinéma n'apparaît pas en tant que telle dans les programmes scolaires, ce qui peut amener les PE à s'autocensurer et les fragiliser lors de contestations parentales. Le rapport propose 19 mesures,

comme donner des premières clés d'éducation à l'image en formation initiale ou encore préserver autant que possible les formations sur temps scolaire. Autant de mesures pour renforcer l'ambition et la pérennité du dispositif « Ma classe au cinéma » et, plus largement, de l'éducation au cinéma et à l'image.

dernier alors qu'il était Directeur général de l'enseignement scolaire (lire ci-contre), Édouard Geffray proposait au contraire de relancer la machine à travers un train de mesures touchant aussi bien à la formation des enseignant·es qu'à la participation des collectivités territoriales qui figurent au rang des principaux financeurs prenant en charge les transports ou la billetterie.

DES ENJEUX ÉDUCATIFS DE PREMIER ORDRE

C'est que les enjeux éducatifs sont bien réels. Ils concernent la découverte de l'esthétique de créations originales, la maîtrise d'un langage et d'une grammaire cinématographiques propres qui aident à comprendre le monde, à le mettre à distance et à exercer l'esprit critique. Ils

répondent aussi à une dimension socio-culturelle, en permettant aux élèves d'apprendre à devenir des spectateurs, « dans un cadre qui conjugue l'expérience collective de la salle de cinéma et l'émotion intime de la découverte de l'œuvre » comme précisé dans le rapport. Pour les PE, même fans du grand écran, ce n'est pas toujours évident de rentrer dans la démarche. Il y a un déficit de formation et l'absence de mentions explicites sur l'éducation au cinéma dans les programmes ne favorise pas non plus la prise d'initiative des PE qui ont besoin d'accompagnement. Les élèves aussi. Christine Votovic du Festival du film d'éducation organisé par les Ceméa (mouvement d'éducation populaire) à Évreux, estime que « le cinéma est un espace pour réfléchir, partager, rire et rêver ».

Mais, souligne-t-elle, « le plus difficile est de trouver l'équilibre pour ne pas tomber dans une leçon qui instrumentaliserait le film tout en allant vers des explications. Il s'agit surtout de construire ensemble les interprétations » (lire p. 17).

DES FILMS DE QUALITÉ POUR LES ÉLÈVES

C'est cette approche que suit Rhizlane Aachour de l'école Goubet à Paris. Si la surprise de la découverte est privilégiée, une médiateuse donne tout de même quelques clefs de compréhension avant la projection. Puis tout est réinvesti en classe, pour laisser libre cours aux émotions, partager les interprétations, explorer l'œuvre et susciter le débat (lire p. 16). À Orléans, Iris Roy a pris l'initiative de proposer à ses élèves de CE1 de passer

de l'autre côté de la caméra en réalisant un court métrage pour lequel ils auront maîtrisé toutes les étapes et les métiers du cinéma ou presque, de l'écriture du scénario et des dialogues au cadrage et à la prise de vue (lire p. 18).

Quel que soit le côté de l'écran où on les installe, les élèves ont droit à un cinéma de qualité. « Les enfants ne sont pas des sots, il faut pouvoir répondre à leurs questions tout en tenant compte de leurs particularités », prévient Arnaud Demuyck de la société de production Les films du Nord spécialisée dans la réalisation de courts et moyens métrages pour jeune public (lire p. 19). Le cinéma a un rôle social important, il « participe de la démocratie dans le sens où les gens se ressemblent, discutent, font du commun mais aussi parce qu'il porte des valeurs et défend des idées ».



“Le cinéma est un espace pour réfléchir, partager, rire et rêver”

Ma toute première fois

Face aux inégalités territoriales, l'école joue un rôle dans l'accès à la découverte de la diversité des productions cinématographiques.

Les sorties culturelles ont retrouvé leurs niveaux d'avant la crise sanitaire en 2024 selon l'édition 2025 du baromètre Crédoc*. 60% de la population sont allés au moins une fois au cinéma et 77% des 15-24 ans. Cette fréquentation forte, notamment chez les jeunes, est à souligner dans le contexte d'essor du numérique et des médias, mais de fortes disparités existent. Quand 68% des personnes habitant dans de grands centres urbains fréquentent les salles obscures, elles ne sont que 50% dans les zones rurales à habitat dispersé. Cette distinction se retrouve dans le milieu scolaire, selon l'étude du CNC**. Si en ville et en quartier prioritaire de la politique de la ville, « Ma classe au cinéma » fait partie d'un ensemble d'offres culturelles, elle est souvent la seule offre d'envergure en zone rurale et petites agglomérations. 14% des 10-20 ans ont réalisé leur première sortie au cinéma grâce à l'école. Si les élèves

d'élémentaire déclarent surtout regarder chez eux des films d'animation récents américains, des séries animées japonaises ou à partir du CM2 des séries principalement américaines et des vidéos sur Youtube, 72% sont satisfaits et très satisfaits d'avoir été au cinéma avec l'école. Plus de la moitié des 10-12 ans apprécient beaucoup les films proposés par École et cinéma beaucoup plus électriques (animation, documentaire...) que leurs pratiques individuelles. La plupart des jeunes adultes (18-20 ans) se souviennent des films vus dans le cadre scolaire quand ces visionnages ont été accompagnés de débats, rencontres avec professionnel·les ou ateliers de manipulation. Un constat qui invite à développer plus encore ce type de projet.

* Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

** « Les dispositifs scolaires "Ma classe au cinéma" : satisfaction et impact ».



ÉMOTION ET ANALYSE

103 minutes plus tard, les élèves échangent leurs premiers ressentis, en particulier leurs projections d'enfant à enfant : choqués lorsque le père confine



Des sens bien affûtés

Un accompagnement pédagogique construit pour former des spectatrices et spectateurs critiques.

« Mmmm, ça sent bon le pop corn » murmure Julian en entrant dans le hall du MK2 quai de Seine du 19^e parisien... Aller dans une salle de cinéma, c'est aussi une ambiance de voix chuchotées, de lumières tamisées offrant des fauteuils rouges « bien plus confortables qu'à la maison » note Dehlia. Les élèves de CM1-CM2 de l'école Goubet s'apprêtent à voir « Le Peuple loup »*. Rhizlane Aachour, leur enseignante, n'a pas souhaité donner plus d'éléments que l'affiche et la bande annonce : « Même si parfois, sur certains films, on travaille en amont une scène qui risque de générer trop de peurs ou si le film me paraît complexe, j'aime autant que possible laisser les élèves entrer dans l'œuvre par une approche sensible. » Une médiatrice du cinéma introduit la séance : genre du film, contexte géographique et historique, approche graphique de dessins réalisés à la main, démarche féministe et écologiste des réalisateurs. Les premiers jalons sont posés. Puis le noir et le silence se font. Des chants d'oiseaux, discrets puis crescendo, accueillent les spectatrices et spectateurs avant qu'une musique accompagne les premières images. Et voilà toute la salle plongée au cœur d'une forêt irlandaise.

ÉMOTION ET ANALYSE

103 minutes plus tard, les élèves échangent leurs premiers ressentis, en particulier leurs projections d'enfant à enfant : choqués lorsque le père confine

sa fille aux travaux domestiques ou tristes lorsque la fille-loup pleure sa mère mourante... « J'ai aimé lorsque Robyn se transforme en loup » témoigne l'une. « Moi, quand les loups chantaient et que les couleurs devenaient jaunes » complète sa camarade. Ce recueil d'impressions est prolongé en classe par la constitution d'un nuage de mots : triste, sauvage, magie, suspens, amitié... « Nous avons regardé le même film et pourtant nous avons des souvenirs, des interprétations et appréciations diverses » souligne l'enseignante après un nouveau visionnage de la bande annonce qui devient une « bande rappel » et permet des commentaires libres plus étayés. Pour Nina « C'est la musique qui me rappelle tout, elle fait chaud au cœur ! ». L'observation de l'affiche du film a posteriori lance un débat autour des personnages : les loups du film en sont-ils ? Point de départ également d'une contextualisation historique. Rhizlane propose alors une lecture-compréhension d'un court texte retraçant la guerre entre l'Irlande et l'Angleterre en 1650, l'invasion armée, la misère de la population... Puis les élèves étudient le schéma narratif à partir d'images du film à légendier, l'occasion de commenter les choix artistiques de cadrages ou des couleurs. Enfin, l'enseignante propose la lecture d'une philo-fable « pour tisser des liens entre divers arts, entre la légende celtique des Wolfwakers et la fable du chien et du loup, pour mieux percevoir la notion de liberté très présente dans le film. » Il s'agit ainsi d'aller chercher la symbolique et les thématiques que les réalisateurs ont glissées dans leur film. Une variation orale et écrite pour explorer l'œuvre sous de multiples angles.

* Film de Tomm Moore et Ross Stewart (2020).

3 QUESTIONS À....



CHRISTINE VOTOVIC, membre du comité de direction du Festival international du film d'éducation des Ceméa, chargée des séances jeune public.

1 ■ POURQUOI FORMER UN « ENFANT SPECTATEUR » ?

Il s'agit de former des futurs adultes afin que la culture et l'art fassent partie de leur vie. Or, beaucoup d'enfants ne vont pas au cinéma ; que ce soit dans les quartiers populaires ou dans le rural, des questions d'accès et de pratiques se posent. De plus, les enfants ont souvent une vision simplement récréative du cinéma ou restent dans une absorption des images qui s'enchaînent très vite. Il faut donc permettre d'établir des liens entre toutes ces images, de donner du sens à ce que l'on voit. À la fois sur une compréhension du synopsis mais aussi considérer que l'on peut partager ses émotions, ses interprétations pour faire du commun. Ce n'est pas une évidence et cela constitue pourtant un apprentissage de la citoyenneté. Les films sont des histoires de vie, des préoccupations sociales telles que l'amitié, l'amour, les discriminations, l'éémancipation, l'écologie... Elles induisent une décentration de soi et invitent aux questionnements : créer une médiation est nécessaire. De plus, il s'agit de former au cinéma en tant que média culturel qui a ses propres codes.

2 ■ QUELLES SONT LES PARTICULARITÉS DU CINÉMA ?

Le cinéma recoupe l'image, le son – c'est-à-dire les bruitages, la musique, les voix –, des dialogues, des diversités artistiques d'animation ou de façons de

filmer... Il comprend différentes formes : animation, fiction, documentaire, docufiction. Aller au cinéma c'est d'abord se laisser emporter par des émotions dans une expérience collective, que cela soit dans une salle polyvalente ou une salle de cinéma. C'est aussi se confronter à d'autres visions du monde ou encore se frotter à une forme artistique particulière. Le cinéma c'est un espace pour réfléchir, partager, rire et rêver.

3.

QUELS ACCOMPAGNEMENTS POSSIBLES ?

Le plus difficile est de trouver l'équilibre pour ne pas tomber dans une leçon qui instrumentaliserait le film tout en allant vers des explications. Parfois, des sujets demandent un travail de précautions en amont, mais il s'agit surtout de construire ensemble les interprétations en commençant par mettre en évidence que le film touche la sensibilité de toutes et tous. Redonner cet objectif émotionnel à la culture en entrant par le « beau » de chacun. Cela peut se faire en demandant de quelle image on se souvient, quel mot parmi quatre – solidarité, courage, amitié, liberté par exemple – semble le mieux parler du film. On peut faire associer des images du film à plusieurs émotions en argumentant les choix. Pour aller plus loin, on peut travailler sur l'identification du « méchant », comment on le reconnaît dans le film : ses expressions mais aussi le cadrage spécifique, l'angle de vue, les costumes, le décor. On peut jouer aussi à trouver un autre titre sur l'affiche, à faire retrouver la BO parmi des intrus, faire inventer la suite... On peut même organiser un mini festival de courts métrages pour d'autres classes ou les familles.



Silence, on tourne

Les CE1 de l'école Olympia Cormier d'Orléans s'essaient à la fabrication d'un court métrage.

«Le pantin bouge grâce à des ficelles!», «on voit des mains qui font danser les peluches!», «c'est tes anciens élèves qui filment?». Remarques et interrogations fusent dans la classe d'Iris Roy, enseignante de CE1 de l'école Olympia Cormier d'Orléans dans le Loiret. Les 26 élèves visionnent un court métrage de 3 minutes composé d'une succession de courtes scènes autour d'une musique. Celui-ci a été réalisé l'an dernier avec ses anciens élèves. «Lors d'écoutes musicales, je leur avais proposé qu'ils représentent leur ressenti en scènettes sans qu'on les voie, se souvient l'enseignante. Ils ont décidé du contenu, des matériaux et ont tout filmé.» Collectivement, ils avaient trouvé comment rendre visibles les ombres de leur silhouette, imiter des jambes avec leurs doigts en s'inspirant de la scène de la danse des petits pains de «La ruée vers l'or» de Charlie Chaplin ou construire le décor pour une scène de Playmobil dansant sur une plage. Grâce à la dizaine de smartphones mise à disposition par la circonscription, ils ont aussi appris à filmer. «Travailler en groupe autour de la fabrication d'un court métrage crée une dynamique très forte dans la classe, explique Iris, et les incite à persévérer et chercher les solutions techniques». Cette année, c'est la thématique égalité fille-garçon qui irrigue le prochain court métrage. «Il s'agit de faire

vivre des situations pour donner corps aux principes contenus dans la charte affichée dans la classe», précise-t-elle.

DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'ÉCRAN

La première séance est l'occasion de définir pour chaque groupe l'une de ces situations. «On va filmer des garçons qui jouent à la Barbie», «Nous, ça sera une super héroïne qui fait du foot», «Avec Manel, on sera des policières et Warren sera le voleur; habillé en rose». Les idées jaillissent! Comment passer de ces premières idées à des scènes vivantes avec des dialogues riches? Pour filmer 30 secondes de qualité, cela nécessite une scénarisation solide. «Un important travail de production d'écrit est prévu», annonce l'enseignante qui anticipe déjà que des notions de cadrage et de plans seront aussi nécessaires pour qu'ils puissent filmer eux-mêmes. Participant déjà au dispositif École et cinéma, c'est après avoir reçu une formation départementale qu'Iris et ses deux collègues de CE1 ont voulu faire passer leurs élèves de l'autre côté de l'écran. «Nous nous sommes essayées à nous filmer et nous nous sommes familiarisées avec la technique des stop-motion. Cette expérience nous a convaincues de nous lancer.» Échanger en équipe permet aussi de se rassurer. «C'est un travail de longue haleine dans lequel il faut accepter les petites imperfections», reconnaît Iris. Mais quelle satisfaction d'arriver à produire un court métrage qui sera projeté devant la cinquantaine de classes participantes au Clic Clap Festival et conservé ensuite par les familles! «On devrait davantage faire appel à la créativité des élèves et développer leur imaginaire. Que ce soit devant ou derrière la caméra, ça leur permet d'être acteurs et les aide à se construire».

POUR S'OUTILLER

Accompagnement après un visionnage, guide d'exploitation d'un film mais aussi fiches pédagogiques, conseils pour lire une affiche ou travailler les notions de cadrage, plan, point de vue, le son ou la relation image-son... Les «ressources pédagogiques départementales cinéma» de la DSDEN 69 fourmille d'outils en tout genre. À retrouver sur

EAC-1D.EDU69.AC-LYON.FR

POUR ACCOMPAGNER LE VISIONNAGE

Divers sites proposent des informations, analyses, prolongements voire des dossiers complets autour de films: «Zero de conduite» ou «Nanouk» étant les plus connus. Les bandes annonces, visuels, dossiers de presse ou pédagogiques, making off sont aussi disponibles sur les sites de certains distributeurs comme «Haut et court», «Folimage» ou «Les films du Nord»... Des films en accès libres enrichis de fiches d'accompagnement ou d'interviews sont aussi à retrouver sur

FILMS-POUR-ENFANTS.COM

POUR RÉALISER SON FILM

De la rédaction du synopsis jusqu'à la valorisation, en passant par les décors, la création des personnages, le story-board, la bande son et le montage... les ressources du «Clic Clap festival» du Loiret détaillent les étapes d'élaboration d'un film d'animation. De quoi se lancer dans l'aventure de création! À retrouver sur

CLICCLAP-FESTIVAL-LOIRET.TICE.AC-ORLEANS-TOURS.FR

“C'est toute la classe qui participe avec sa diversité sociale et culturelle”

VOUS AVEZ CRÉÉ EN 1995 LES FILMS DU NORD, QUEL BILAN FAITES-VOUS DU CINÉMA JEUNE PUBLIC?

ARNAUD DEMUYNCK: Le cinéma jeune public est aujourd'hui florissant avec une offre pléthorique. Il répond à la fois à la demande d'un public cinéphile que sont plutôt les parents et grands-parents des classes moyennes et favorisées - qui offrent à leurs enfants ou petits-enfants la possibilité de voir des courts ou moyens métrages de qualité dès 3-4 ans jusqu'à 6-7 ans - et un public enseignant investi dans une politique d'éducation à l'image. Les enseignants trouvent dans ce cinéma un support pour échanger sur différentes thématiques et questions de société. La littérature jeunesse, très présente à l'école, a grandement participé à construire un public pour ce type de cinéma car on y retrouve cette façon d'y aborder des sujets qui peuvent être parfois graves, importants, effrayants mais qui ont une esthétique, de la couleur et du positif. Les variétés esthétiques et thématiques sur lesquelles peuvent travailler à la fois les exploitants et les enseignants séduisent. Il y a un véritable désir d'échanges mais aussi une attente et une grande appétence, qui ne se démentent pas encore aujourd'hui, de la part des salles Art et Essai.

QUELLES SONT LES PARTICULARITÉS DU CINÉMA POUR ENFANTS?

A.D.: Les enfants ne sont pas des sots, il faut pouvoir répondre à leurs questions tout en tenant compte de leurs particularités. Les films sont courts, aux

thématisques variées et visent à répondre aux multiples questions que se posent sans cesse les enfants qui découvrent le monde. Le cinéma pour enfants aborde des questions de société avec poésie, en utilisant des métaphores et en se gardant bien d'être anxiogène. Ce faisant, il participe à construire un rapport au monde positif sans nier les difficultés. Si les films plus commerciaux utilisent la 3D, les courts métrages jeune public ont une culture du dessin animé plus traditionnel en deux dimensions. Cela peut être du papier découpé, de la gouache, de l'aquarelle, de la pâte à modeler... Il y a un travail très riche graphiquement qui est lui aussi issu de l'édition jeunesse, une image qui se veut beaucoup plus graphique, plus riche dans ses textures, dans ses audaces formelles, dans ses surprises. Des films sublimes à la fois dans l'écriture et dans le graphisme mais qui ont du mal à rencontrer un large public.

“Le public scolaire représente 50% du public cinéma pour enfants dans les salles art et essai”

QUEL RÔLE JOUE L'ÉCOLE DANS LA DÉCOUVERTE DU CINÉMA JEUNE PUBLIC?

A.D.: Il est fondamental. L'école permet une sorte de démocratisation de l'accès à la culture et au cinéma en particulier parce que lorsqu'un enseignant décide d'emmener ses élèves dans une salle obscure, c'est toute la classe qui participe avec sa diversité sociale et culturelle.

Pour certains enfants, c'est la seule occasion de découvrir le cinéma et ce type de courts métrages qu'ils ne connaissaient pas forcément. La fréquentation de l'école dans les salles art et essai est aussi extrêmement importante pour l'équilibre économique des films jeune public. Ceux-ci sont moins subventionnés que les films pour adultes et pour continuer d'être créatif, il est nécessaire d'avoir des recettes. Le public scolaire représente 50% du public cinéma pour enfants dans les salles art et essai. L'école, en venant au cinéma, participe en ce sens à la poursuite de la créativité du cinéma jeune public.



© DR

BIO
Arnaud Demuyneck, est réalisateur, scénariste et producteur spécialisé dans le court et moyen métrage d'animation. Pour s'adresser au jeune public dans les salles de cinéma, il a créé La Chouette du cinéma, son alter ego, apportant son regard de cinéaste et de producteur.

EN QUOI LE CINÉMA EST-IL UN ART?

A.D.: Le cinéma comme le musée ou le théâtre permet de sortir de chez soi pour découvrir et partager des émotions collectives dans un même lieu. À l'heure où nous sommes beaucoup sur nos écrans, dans des problématiques individuelles, le cinéma reste une proposition collective. Il participe de la démocratie dans le sens où les gens se rassemblent, discutent, font du commun mais aussi parce qu'il porte des valeurs et défend des idées. C'est aussi un art parce qu'il cherche en permanence à aller de l'avant en ayant derrière lui toute l'histoire du cinéma. On invente de nouvelles formes dans le prolongement de celles qui ont déjà existé pour continuer à toucher et interroger, garder en éveil l'esprit.

CARTE SCOLAIRE

La FSU-SNUipp se bat pour nos classes
et pour réduire les effectifs

JE ME SYNDIQUE !



MÉTIER & PRATIQUES



22

PAGE
Temps de l'enfant...
ou des «grands»?

26

PAGE
À l'école
des moins de
trois ans

29

PAGE
En douce campagne

TEMPS DE L'ENFANT... OU DES « GRANDS » ?

DÉCRYPTAGE



À géométrie variable, la semaine scolaire reste le pivot des temps de l'enfant, moins fondés sur ses besoins que sur des contraintes et évolutions de la société.

Parmi les vingt propositions de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant publiées fin novembre 2025, la réorganisation de la semaine scolaire en cinq jours est celle qui a fait la « une » de la presse, tout en rencontrant un faible écho politique et l'hostilité des syndicats

enseignants. Au risque de perdre de vue la globalité des temps de l'enfant et leur articulation au service de son bien-être, de sa santé, de son développement et de ses apprentissages. Seul un tiers du temps de l'enfant est ainsi consacré au temps scolaire, prolongé par le temps périscolaire avant et après la classe ou pendant la pause méridienne. Mais il y a une vie en dehors de l'école et en moyenne un quart du temps des enfants se déroule dans des « temps et lieux tiers ». Des pratiques sportives ou artistiques extrascolaires y sont prises en charge par les familles, les

collectivités territoriales ou des associations. Enfin 30% du temps annuel est « libre », sans encadrement, seul, en famille ou entre pairs, devant les écrans, ou en vacances...

UNE ENFANCE SOUS PRESSION

Loin d'être marqués par l'insouciance ou conçus pour son épanouissement, les temps de l'enfant résultent davantage de contraintes – organisation de la société, du travail des adultes... – que des besoins et choix des plus jeunes. Les enfants se plaignent spontanément d'une lourde charge de travail. « Sous pression » et soumis aux normes sociales de productivité et de performance, leur santé physique et mentale se dégrade. Leur temps libre est en recul, de plus en plus consacré aux écrans, source de détente à portée de main au détriment d'autres activités ou d'interactions sociales. Un vécu partagé qui se fragmente sous l'effet d'inégalités sociales ou territoriales d'accès aux loisirs ou aux vacances. Le temps de l'école reste, lui, commun et marqué par une journée davantage étendue et un rythme hebdomadaire et annuel plus déséquilibré que dans les pays de l'OCDE.

TOUJOURS MOINS D'ÉCOLE

Cette spécificité française est issue de multiples revirements en 50 ans. Mais une tendance se dégage : la réduction du temps de classe avec comme corollaire la persistance d'inégalités sociales fortes dans les apprentissages et dans l'accès aux loisirs. Des vacances d'été d'après-guerre, étaillées des moissons de juillet aux vendanges de mi-septembre, il ne reste plus que huit semaines. Le samedi à l'école est

amputé de l'après-midi dans les années 1960 puis de la matinée sous la pression conjuguée du développement des loisirs familiaux et de l'évolution des structures familiales. De 30h et 6 matinées après-guerre, la semaine scolaire, stabilisée à 27h après mai 68 puis à 26h en 1989 est désormais réduite à 24h et 4 jours. Ce régime dérogatoire aux cinq matinées réinstallées par la réforme des rythmes de 2013 s'impose depuis 2017 dans 90% des écoles. La brève généralisation du mercredi matin de classe n'a en effet pas résisté au manque de moyens injectés par l'État et à la réticence d'une profession enseignante, déclassée sur le plan salarial et aux conditions de travail dégradées.



SYLVIE OCTOBRE,
sociologue

UN TEMPS EXTRASCOLAIRE LIBRE?

Le jeu conserve une place prépondérante dans leurs pratiques culturelles, mais les enfants ne s'ennuient plus. L'accélération du temps, dont le capitalisme a fait son moteur à des fins de rentabilité, change le rapport au temps libre, considéré comme improductif. La nouvelle parentalité a en charge de stimuler l'enfant et de développer en lui les capacités qui lui seront utiles pour être épanoui, pour réussir professionnellement... De fait, certains enfants ont des journées très longues, depuis la garderie du matin jusqu'à celle du soir. Par ailleurs, l'encadrement croissant des temps enfantins répond à une double transformation de la société. D'abord, avec l'augmentation du taux d'activité des femmes,

C'est sans doute pourquoi la proposition de la Convention d'une semaine de cinq journées scolaires ouvertes par un temps d'accueil échelonné - incluant petit déjeuner et café des parents, terminées à 15h30 après une pause méridienne d'une heure trente et des récréations prolongées ainsi que celle de l'alternance « d'apprentissages théoriques » le matin et « pratiques » l'après-midi, prolongés par des activités éducatives et de loisirs, sont prudemment subordonnées à deux conditions de réussite : investir dans l'éducation et en revaloriser les métiers.

FRANCK BROCK

11
C'est le nombre de semaines de VACANCES D'ÉTÉ que propose la Convention.



8
C'est le nombre de semaines pour chaque période de classe baissée par des « PETITES » VACANCES de deux semaines dans le calendrier annuel proposé par la Convention.



6 à 8
C'est le nombre réduit de zones de VACANCES D'HIVER ET DE PRINTEMPS proposé par la Convention.



2
ET INDIVISIBILE
« Ce rapport constitue une vision d'ensemble, c'est un tout. Nous ne souhaitons pas qu'il soit réduit à un seul de ses sujets ou qu'on y pioche une unique proposition. » (Preamble of the Citizen's Convention on the time of children)



MÉTIER & PRATIQUES

À l'issue de la généralisation de la 5^e matinée de classe entre 2014 et 2017, la Depp publie une étude statistique sur les Effets présumés des différentes organisations locales du temps scolaire (ODT)**. Au regard de la taille réduite des échantillons et de l'absence de groupe témoin (plus aucune école ne fonctionnant alors à 4 jours), la Depp conclut avec prudence que les effets d'une ODT sur les apprentissages des élèves sont limités, très inférieurs à ceux de l'origine socio-culturelle. Rien n'indique non plus que l'ODT influe significativement sur les pratiques enseignantes – même si la Depp précise qu'un tel effet s'inscrit dans un temps long que ne pouvait saisir l'étude.

L'appréciation des parents d'élèves est diverse. La tonalité généralement négative quant au caractère « profitable à l'enfant » de la semaine à 5 matinées n'est pas partagée par les milieux défavorisés où dominent les opinions positives – 65% et 57% pour les inactifs et ouvriers non qualifiés. De même ces familles sont deux fois plus nombreuses que les cadres à estimer que la 5^e matinée « est favorable aux apprentissages et à la réussite ». Ce sont les familles immigrées qui estiment le plus positivement les bénéfices pour l'enfant et les apprentissages (71% et 54%).

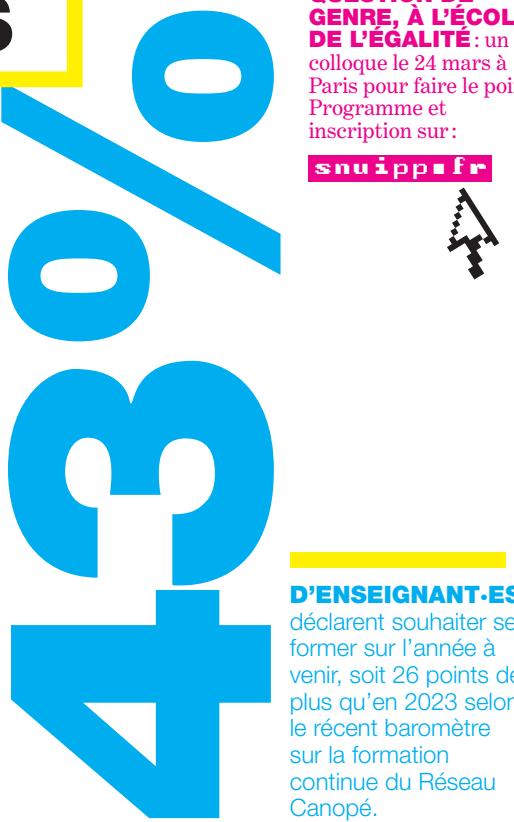
23

22
MÉTIER & PRATIQUES

COURTS

PRINTEMPS DES~ POÈTES

«La liberté. Force vive, déployée». C'est le thème de la 28^e édition du Printemps des poètes qui se déroulera du 9 au 31 mars et dont l'actrice Isabelle Adjani sera la marraine. Des milliers d'événements seront organisés partout en France et dans le monde. L'OCCE accompagne les écoles souhaitant participer à cet événement: agenda des actions, ateliers d'écriture, opération Photo-Poème, prêt de livres... À retrouver sur [OCCE.COOP](#)



QUESTION DE GENRE, À L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ: un colloque le 24 mars à Paris pour faire le point. Programme et inscription sur:

[SNUIPP.FR](#)

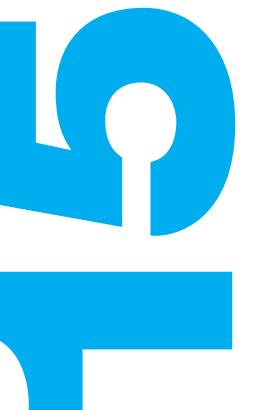
PHOTOGRAPHE * DE * LA NATURE *

«Choisir une fleur et photographier tous les insectes qui s'y posent pendant 20 minutes». C'est ce que propose l'association Vigie-Nature école afin d'obtenir des données et mesurer les variations de ces «petites bêtes» pollinisatrices et/ou floricoles sur l'ensemble de la France hexagonale. Une fiche terrain permet d'indiquer la date, l'heure, la couverture nuageuse, le vent, la température, le type d'habitat et le nombre d'individus par espèce. Une clé de détermination est disponible en ligne pour identifier les insectes, tout comme la fleur prise en photo. Si aucun insecte n'est observé, c'est aussi une indication importante pour la recherche. Équipés d'appareils photos, de tablettes ou de portables, peu importe dès l'instant que le matériel est réglé sur le mode macro, les élèves se transforment en reporter de la nature.

À retrouver sur [VIGIENATURE-ECOLE.FR](#)



24
MÉTIER & PRATIQUES



PARLER DE LA SÉGRÉGATION

«La vie méconnue de Claudette Colvin», court documentaire sur cette militante récemment décédée qui, avant Rosa Parks, avait refusé de céder sa place dans un bus, est un possible point de départ avec les classes de cycle 3 pour étudier de grandes figures noires de la lutte pour les droits civiques. Une occasion d'aborder la ségrégation raciale lors de la semaine de l'éducation contre le racisme et l'antisémitisme en mars.

À retrouver sur [FRANCETV.FR](#)

C'EST LE NOMBRE D'ÉDITIONS DE LA SEMAINE DES MATHÉMATIQUES.

Elle aura lieu du 14 au 25 mars. Cette année le thème «Égalités» est l'occasion d'aborder les maths comme une discipline qui structure la pensée rationnelle et développe le sens de la justice et de l'équité et de mettre en lumière la nécessité de l'égalité fille-garçon dans l'accès aux savoirs scientifiques. Des ressources sur

[EDUSCOL.EDUCATION.FR](#)

[PLAISIR DE LIRE]

«88% des élèves de sixième lisent par plaisir contre 50% des élèves de seconde», note la Depp (novembre 2025). Les élèves les plus favorisés socialement lisent en priorité BD et romans, quand le manga arrive en tête chez ceux issus de milieux défavorisés. Les motivations ne sont pas les mêmes: évasion pour ceux des milieux favorisés, apprentissage pour les autres. La lecture plaisir est corrélée aux performances scolaires de haut niveau.

À retrouver parmi une sélection d'autres outils pédagogiques sur [SNUIPP.FR](#)

MARIE-FRANCE BISHOP
professeure émerite des universités

1. COMMENT EXPLIQUER LA BAISSE EN COMPRÉHENSION DANS LES ÉVALUATIONS NATIONALES 6^E?

Depuis 2017, les prescriptions ministrielles mettent principalement en lumière la fluence. C'est un exercice qui permet de développer la capacité à déchiffrer rapidement mais on peut lire vite un texte sans le comprendre. Actuellement, les résultats aux évaluations montrent que les inégalités scolaires liées étroitement aux inégalités socio-économiques et territoriales sont confortées malgré le souci des enseignants de voir réussir tous leurs élèves. Or la compréhension est fondamentale. Elle met en jeu des processus complexes qu'il faut enseigner pour améliorer les résultats. Il y aurait plus de sens à travailler d'abord la compréhension puis une fois le texte compris à s'entraîner à le lire vite.

2. QU'EST-CE QUE COMPRENDRE UN TEXTE?

C'est se construire une représentation mentale cohérente. Chaque lecteur s'approprie le texte en l'interprétant et lui donne un sens selon son expérience, sa culture et ses connaissances. Le lecteur adapte sa lecture au texte en mettant en œuvre une diversité de processus cognitifs. C'est une opération complexe.

Par exemple, il cherche au début à clarifier de quoi il s'agit ou dans quel cadre l'histoire se déroule. Il anticipe aussi la suite. Enfin, s'il lui manque des éléments, il peut revenir en arrière. Contrairement à la fluence, la compréhension consiste à construire progressivement le sens du texte en effectuant ces différents mouvements.

3. COMMENT ENSEIGNER LA COMPRÉHENSION DE TEXTE?

Le but est d'accompagner les élèves pas à pas dans le texte avec un cadre composé de trois moments clés, sans jamais les laisser seuls face au texte. L'enseignant prépare d'abord un horizon d'attente avec des éléments de contextualisation – quelques mots de vocabulaire, la présentation des personnages – permettant aux élèves de ne pas rentrer sans aucun repère dans le texte. Ensuite, au cours de la lecture, l'enseignant peut, à des moments choisis, poser des questions de clarification, d'anticipation ou de rétrospection. Une lecture interactive collective, qui permet de mettre à jour les procédures utilisées qui seront progressivement intériorisées est essentielle notamment pour les élèves les plus éloignés de la culture scolaire. Enfin, un temps de remémoration des apprentissages permet d'enrichir les séances ultérieures.

PROPOS RECUEILLIS PAR

ANAÏS RICHARD

25
MÉTIER & PRATIQUES

À L'ÉCOLE DES MOINS DE TROIS ANS



À Sarcelles, les tout-petits apprennent dans une classe adaptée à leur rythme et leurs besoins.

À tout juste deux ans, bonnet sur la tête et « moon boots » aux pieds, Zayneb reprend avec entrain le chemin de l'école après la pause hivernale. Comme une quinzaine d'autres camarades, elle a intégré en septembre la classe de Toute petite section (TPS) à l'école maternelle Pierre et Marie Curie, classée REP, à Sarcelles (Val d'Oise). Dès son arrivée, elle se précipite dans les bras de son enseignante, Cécile Bautier-Richarme, puis c'est au tour de son camarade Malamine d'entrer avec enthousiasme. Un rapide au revoir à « papa » et « maman » et c'est reparti pour une riche matinée de classe.

IMPLIQUER LES PARENTS
Après être venus tous les matins de septembre en classe, les parents

si les élèves entrent avec tant de sérénité c'est grâce à la mise en place d'un protocole d'adaptation très lent mais bien rodé, qui démarre dès l'information de ce dispositif auprès des familles, le plus tôt possible, soit par les services de la mairie, soit par l'école et qui s'étale sur l'année. « La communication avec les familles est essentielle et se fait sur un temps long », affirme Cécile. Cela fait déjà sept ans qu'elle enseigne dans cette classe. « Quand les parents ont confiance, qu'ils comprennent les enjeux et les finalités de l'entrée précoce à l'école, les enfants se sentent assez sécurisés pour venir mais surtout revenir, oser agir, interagir et apprendre ». Le travail sur la séparation est fondamental les premières années d'école.

MÉTIER & PRATIQUES
Après être venus tous les matins de septembre en classe, les parents

s'inscrivent désormais à tour de rôle sur quelques matinées choisies afin de continuer à participer aux activités menées à l'école. Ce matin, c'est Nejma, la mère de Laila qui est dans la classe. Elle a rencontré l'enseignante lors d'ateliers « coup de pouce » sur le langage pour sa grande sœur. « Elle m'a dit que je pouvais inscrire Laila dès septembre alors j'ai tout de suite candidaté. Nous parlons principalement berbère et arabe à la maison, peu le français, donc c'est une bonne chose pour Laila ». Sa fille a choisi de jouer avec les abaques. « Vert, il est où le vert ? Bravo ! », s'exclame Nejma avant de se tourner vers Saifeddine qui est venu jouer aussi. « Cela permet aux parents d'observer leur enfant dans un autre contexte avec d'autres enfants, de découvrir les codes de l'école, précise Cécile. Cela leur donne aussi des idées d'activités à refaire ensemble à la maison et permet également aux enfants d'accepter que leurs parents puissent s'occuper d'autres enfants. C'est un premier pas pour l'enfant vers la socialisation et l'autonomie. »

À CHACUNE ET CHACUN SON JEU

Pendant ce temps, Syra a choisi de manipuler la pâte à modeler avec Brigitte, une des deux Atsem. Dans les bras de la maîtresse, Abdul séche ses larmes. Ses parents lui manquent mais « ils vont revenir », le rassure-t-elle. Dans la bibliothèque, Adam semble raconter une histoire en babilant au personnage qu'il tient dans sa main, livre à l'appui. Illyana, elle, sort tous les fruits de la cuisine. Pour la maîtresse, anciennement ludothécaire, laisser les enfants cheminer dans leurs activités est important. « Nul ne sait ce qu'ils s'imaginent mais cela a du sens pour eux. Il faut respecter la dynamique du jeu libre indispensable à leur développement sans le casser par des contraintes de regroupement ou encore de rangement ». Cette liberté d'exploration est aussi possible par un taux d'encadrement renforcé. Deux Atsem formées aux spécificités du jeune

enfant sont affectées à cette classe, comme dans les autres TPS de cette commune.

“IL FAUT RESPECTER LA DYNAMIQUE DU JEU LIBRE INDISPENSABLE À LEUR DÉVELOPPEMENT SANS LE CASSER PAR DES CONTRAINTES DE REGROUPEMENT OU ENCORE DE RANGEMENT.”

En quelques secondes, Laila a filé dans la salle d'à côté et se balance sur un crocodile. « La porte reste ouverte pour que les élèves puissent circuler librement, indique l'enseignante. Les jeunes enfants ont besoin de bouger et d'explorer ». Elle profite que d'autres camarades les aient rejoints pour les embarquer dans un nouveau jeu avec des cartons colorés de toutes tailles. « On peut pousser les cartons comme Abdoul », commente Cécile pendant que Saifeddine « met le carton sur sa tête » et que Yacouba « se cache dans un grand carton ». « Et si on jouait à se cacher tous ensemble ? » Pour cette enseignante, « il faut se saisir de toutes les occasions pour développer le langage en verbalisant ce que nous faisons, dans les gestes du

quotidien autant que dans les jeux ». « Chut ! » leur chuchote Nejma accroupie avec eux quand la maîtresse entre. « Où es-tu Aminata ? Où es-tu Zayneb ? ». Cette dernière sort de sa cachette et éclate de rire en tombant nez à nez avec sa maîtresse.

« La TPS, c'est un peu une classe à part, ni la crèche, ni complètement l'école, affirme Cécile, nous prenons le temps d'expliciter au maximum les objectifs, les activités, les attentes, de nous adapter à chaque famille, à chaque enfant selon leurs besoins ». Ses collègues de Petite section ont d'ailleurs observé les bénéfices au niveau du langage et de la confiance en soi et en l'école pour les enfants et envisagent de s'inspirer de leur protocole d'adaptation. Un contexte favorable à la réussite scolaire rendu aussi possible par des formations spécifiques que Cécile suit chaque année avec les autres enseignant·es de TPS du département, dont certaines sont également suivies par les Atsem du dispositif. ANAÏS RICHARD

©DR

ARIANE RICHARD BOSSEZ, sociologue, maîtresse de conférence, Inspé Aix-Marseille

QUELS MARQUEURS D'INÉGALITÉS EN MATERNELLE ?

Le langage est le domaine le plus discriminant socialement. La Depp relève un écart de 32 points entre élèves favorisés et défavorisés dès la petite section. Ce décalage repose sur des inégalités socio-économiques et s'explique en partie par les écarts de familiarité aux codes scolaires souvent opaques pour

certaines familles. L'âge pèse également. L'écart entre des enfants nés en janvier et en décembre peut atteindre 40 points en mathématiques.

LA SCOLARISATION PRÉCOCE EST-ELLE PERTINENTE POUR LES RÉDUIRE ?

Les recherches confirment des bénéfices réels sur le développement global, notamment les compétences langagières, surtout pour les enfants dont la mère est peu diplômée. Pour être efficace, la TPS doit cibler des zones prioritaires, sans exclure des enfants qui pourraient en avoir besoin ailleurs, et offrir des conditions de

scolarisation adaptées aux jeunes enfants.

SUFFIT-ELLE À LES RÉDUIRE ?

C'est un levier important, mais pas suffisant. Les études montrent que les bénéfices tendent à s'estomper avec le temps. La TPS est un élan initial qui nécessite une continuité pédagogique dans les classes ultérieures. Sans pratiques qui prennent en compte la manière dont l'élève appréhende les apprentissages et l'accompagnent vers les attendus scolaires, le déterminisme social finit par reprendre le dessus sur les bénéfices d'une scolarité précoce. PROPOS REÇUEILLIS PAR A.R.

C'EST LE TAUX DE SCOLARISATION DES MOINS DE TROIS ANS à la rentrée 2023 à l'école publique d'après les données statistiques (Depp et Insee). En ajoutant les élèves des écoles privées, ce taux passe à 9,2%. Il était de 35,2% (public/privé) à son apogée en 1999.

AXES PRIORITAIRES DU PROJET PÉDAGOGIQUE ET ÉDUCatif dont « le développement des habiletés motrices et la scolarisation » sont déclinés sur le site du ministère. Des ressources y sont associées comme « un aménagement de l'espace bien pensé ». À retrouver sur eduscol.fr.



C'EST LE NOMBRE DE NOUVELLES CLASSES DE TOUTE PETITE SECTION prévues pour 2026 dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville sur toute la France suite à un appel à projet.



C'EST LE TAUX DE SCOLARISATION DES MOINS DE TROIS ANS à la rentrée 2023 à l'école publique d'après les données statistiques (Depp et Insee).

7,1%
En ajoutant les élèves des écoles privées, il était de 35,2% (public/privé) à son apogée en 1999.



Bien que facultative, la scolarisation des moins de trois ans est une priorité réglementaire dans les territoires socialement défavorisés. L'objectif est de réduire la construction des inégalités scolaires liées aux inégalités sociales. Cela passe notamment par un travail important sur le langage, le décalage entre les univers langagiers de référence, ceux de la maison et ceux de l'école pouvant être source de malentendus. La mise en œuvre du dispositif de Toute petite section repose sur un partenariat étroit entre l'Éducation nationale et les collectivités, via un cadre départemental précis qui s'appuie sur un cadrage national (informations, critères d'accès, recrutement, moyens dédiés...). Malgré la circulaire de 2012 visant à relancer cette dynamique après la chute des effectifs entamée en 2000, le taux de scolarisation reste très faible. La réalité est loin de l'objectif de 30% en Rep (et même 50% en Rep+) annoncé par le ministère en 2015 mais abandonné dès 2017. Une véritable politique éducative de scolarisation précoce nécessite des moyens dédiés conséquents.

QUESTIONS & RÉPONSES

Q: ENCEINTE, MON ÉTAT DE SANTÉ NÉCESSITE UN CONGÉ PATHOLOGIQUE, QUELS SONT MES DROITS?

R: C'est le professionnel de santé qui suit la grossesse qui produit un certificat attestant de l'état pathologique de la patiente et de la nécessité de périodes supplémentaires de congé maternité. Elles peuvent être au maximum de 2 semaines avant et de 4 semaines après le congé maternité de droit.

SÉCU, MUTUELLE, PSC, PRÉVOYANCE...

À partir du 1^{er} mai 2026, un nouveau régime collectif de santé et de prévoyance s'appliquera à tous les personnels de l'Éducation nationale, avec une prise en charge de 50% par l'État.

Explications, tableau comparatif, calendrier, webinaire :



Q: COMMENT OBTENIR LE PASS ÉDUCATION?

R: Le Pass Éducation est réservé aux personnels rémunérés par l'Éducation nationale. Il est remis par la direction d'école ou d'établissement qui doit y apposer le tampon de l'établissement. Il permet d'accéder gratuitement aux collections permanentes des musées et monuments nationaux. Il a été renouvelé au 1^{er} janvier 2025 et est valable jusqu'au 31 décembre 2027.

Q: IL Y A UNE MENACE DE FERMETURE DE CLASSE DANS MON ÉCOLE, QUE PUIS-JE FAIRE?

R: Il existe une obligation de discréption professionnelle pour les fonctionnaires qui ne peuvent pas faire état publiquement d'informations dont ils et elles auraient eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Les enseignant·es ne peuvent donc informer les parents d'élèves qu'une fermeture est proposée tant que cette information n'est pas rendue publique. En revanche, il est possible d'informer le conseil d'école des effectifs prévisionnels ainsi que des risques de fermeture ou des besoins d'ouverture de classe. En cas de manifestation ou de mobilisation organisée par les parents d'élèves ou une organisation syndicale, PE et AESH peuvent y participer hors temps de service et en tant que citoyens et citoyennes, mais aussi sur le temps de service en tant que grévistes. L'expression dans la presse ne se fait qu'au titre de ce même statut. Les militantes et militants syndicaux, identifiés comme tels ont toute liberté de parole.

CALENDRIER DES PAIES ET PENSIONS

2026	Paie	Pension
JANVIER	Mercredi 28	Jeudi 29
FÉVRIER	Mercredi 25	Jeudi 26
MARS	Vendredi 27	Lundi 30
AVRIL	Mardi 28	Mercredi 29
MAI	Mercredi 27	Jeudi 28
JUIN	Vendredi 26	Lundi 29
JUILLET	Mercredi 29	Jeudi 30
AOÛT	Jeudi 27	Vendredi 28
SEPTEMBRE	Lundi 28	Mardi 29
OCTOBRE	Mercredi 28	Jeudi 29
NOVEMBRE	Jeudi 26	Vendredi 27
DÉCEMBRE	Mardi 22	Mercredi 23

Selon les établissements bancaires, un écart d'un jour avec ce calendrier peut être constaté.

PORTRAIT



«**ÊTRE LA SEULE ENSEIGNANTE À L'ÉCOLE ME DONNE UN SENTIMENT DE LIBERTÉ.**»

EN DOUCE CAMPAGNE

Amélie Barral a choisi d'enseigner au cœur d'un petit village de Saône-et-Loire, maintenant les liens sociaux grâce au service public d'éducation.

«*Je ne vis pas du tout le fait d'être seule dans l'école comme une contrainte*» s'empresse de préciser Amélie Barral, enseignante dans l'unique classe de la commune de La Tagnière. «*Au contraire, c'est un choix confirmé depuis dix ans!*». Dès sa deuxième année de titularisation, en 2008, la jeune PE postule sur une petite école rurale du nord de la Saône-et-Loire, à Charbonnat. Mais les

effectifs des communes du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) à l'habitat dispersé sont en baisse. Cinq ans après, la seconde classe de l'école ferme. Loin de se saisir de l'occasion pour rejoindre une école plus grande, Amélie touchée par cette fermeture, migre alors 10km à l'est, vers La Tagnière, village voisin du même RPI, au profil similaire. Les maires ont en effet choisi de conserver une classe dans chaque village, convaincus de la nécessité de la présence de ce service public sur leur territoire. Dans un contexte où les écoles rurales sont menacées par les retraits de postes prévus dans l'Education nationale, avec ces 16 élèves cette année, aucune mesure de fermeture n'est annoncée. «*J'ai dû changer de niveau et basculer vers du cycle 3 mais je retrouvais d'anciens élèves, c'était rassurant.*» La connaissance des enfants est un appui

majeur pour l'enseignante: leur suivi dans cette unique classe sur quatre ans, du CE1 au CM2, permet une mise en route très rapide, des repères sécurisants, des adaptations simples, une vision globale et un travail sur le long terme. Cette année, elle s'essaie à la classe dehors, profitant de l'environnement agreste. «*On expérimente ensemble. Ces tâtonnements sont plaisants car on a établi des liens de confiance mutuelle.*» Ce rapport privilégié se retrouve avec les familles. Si Amélie les voit peu au quotidien du fait de l'organisation des ramassages scolaires, elle les invite individuellement dès la première période et organise des temps de classe ouverte. Mais la plupart la connaissent déjà, cela facilite aussi la relation. Il en est de même avec le maire ou les personnels de la mairie avec qui la communication est fluide, offrant la facilité de disposer de la salle des fêtes, du «city stade» ou d'un parking. De même la bonne entente avec la cantinière permet d'utiliser une partie du réfectoire comme espace de bibliothèque ou pour les arts visuels.

CAUSE COMMUNE

Dernièrement, le foyer rural du village a proposé une végétalisation de la cour de récréation, en lien avec le parc national du Morvan. Preuve que l'école est une préoccupation partagée par toute la population. L'enseignante et les élèves ont été associés et ont présenté leurs propositions d'aménagement aux parents et aux habitant·es. Un collectif local s'empare du projet et le chantier s'annonce participatif.

«*L'école est considérée pleinement comme un lieu de vie. Alors les élèves sont sollicités pour choisir le mobilier, certains thèmes de l'année... Ils organisent ensemble leur quotidien scolaire et sont acteurs de leur temps d'école.*» note Amélie. Lorsque l'on questionne l'enseignante sur un éventuel isolement, elle évoque un éloignement compensé par les quatre rencontres sportives USEP de l'année, le projet théâtre avec l'OCCE, la correspondance avec une classe de la ville de Chalon-sur-Saône... et des enfants toujours partants et curieux. De son côté, elle participe parfois au groupe départemental pédagogique de l'ICEM ou échange avec sa collègue du RPI régulièrement. «*Ce que j'aime particulièrement c'est que j'ai le temps de les voir grandir*» conclut-elle.

MATHILDE BLANCHARD

LIVRES

En famille

Alors que la période des fêtes a pour beaucoup rassemblé les familles, ces ouvrages explorent, d'une manière ou d'une autre, les liens, les transmissions, les rôles, les modèles, les conflits mais aussi l'amour des siens !

Maman sur un fil à plomb: elle est maçonner, elle bâtit des maisons, monte des murs, touille le ciment comme une béchamel. Quand elle rentre le soir à la maison, papa doit essuyer sa frimousse pour y déposer un baiser. Elle sait raconter comme personne des histoires de châteaux s'inspirant d'une sculpture, d'un vitrail, de marbre blanc... Une maman maçonner qui s'inspire aussi de la nature: castors, terre, roches... Alors, pour son texte tout en drôle de poésie et ses illustrations humoristiques et tendres, on aime cette histoire de maman qui marche en équilibre sur les

fils à plomb sans craindre de piétiner des préjugés! **Un éléphant dans la chambre**, c'est une broutille qui grossit, grossit... Deux frères se disputent dans leur chambre, peu importe pourquoi, chacun reste campé dans sa colère. Alors quand un éléphanteau rentre dans leur chambre, trop occupés à leur querelle, ils l'ignorent. Sauf que l'animal va grandir, grandir au point que les murs de la chambre n'y résisteront pas. Mais tandis que les deux garçons s'attendent à se faire

"RETISSER DES HISTOIRES"

narratrice se rapproche de Tania et découvre ce boutis brodé depuis plusieurs générations, sur lequel Tania sait retisser des histoires d'autrefois : thème, texte, illustrations magnifiques. Et pour voyager en famille, **Mon tour de France écolo** permet d'explorer la France, avec une présentation thématique : mers et océans, forêts, montagnes, campagnes, villes... avec un parti pris « écolo » qui, après une partie « mode de vie », propose, pour chaque chapitre, des pages « protection de la nature » et « des pistes pour agir ».



► **MAMAN SUR LE FIL À PLOMB**, d'Hélène Gloria, ill. Barroux, Éd. D'eux, à partir de 4 ans

► **UN ÉLÉPHANT DANS LA CHAMBRE**, de Da Wu, Éd. Hongfei, à partir de 4 ans

► **COMPTE SUR MOI**, de Miguel Tanco, Éd. Grasset, à partir de 5 ans

► **BOUTIS PARADIS**, de Jo Witek, ill. Jimena Estibaliz, Éd. Actes Sud Jeunesse, à partir de 6 ans

► **MON TOUR DE FRANCE ÉCOLO**, de Stéphanie De Bussière, Éd. Akinomé, à partir de 8 ans

gronder très fort, on découvre que les parents sont eux-mêmes envahis par un échassier géant ! Heureusement, ces présences malaises finissent par s'éloigner. Et oui, à parfois ignorer un problème, on le laisse devenir très envahissant ! **Compte sur moi** raconte l'histoire d'une enfant séduite par les maths. Dans sa famille, chacun, chacune a une passion : son père pour la peinture, sa mère pour les sciences, son frère pour la musique, et tout le monde est doué. Pour la petite fille, « les maths sont partout autour de nous [...] et moi j'adore les découvrir ». La complémentarité texte-images aide à comprendre cette vision du monde où figures géométriques, cercles concentriques, courbes, formes ou ensembles ravissent.

Boutis Paradis est un livre à lire après Noël. Alors que les enfants se racontent les cadeaux reçus pendant les fêtes, Tania, la nouvelle arrivée un matin de novembre, qui ne parle pas bien le français, livre une information déroutante : elle a reçu une couverture d'histoires tissée dans la laine et le tissu. Intriguée, la petite

narratrice se rapproche de Tania et découvre ce boutis brodé depuis plusieurs générations, sur lequel Tania sait retisser des

histoires d'autrefois : thème, texte, illustrations magnifiques. Et pour voyager en famille, **Mon tour de France écolo** permet d'explorer la France, avec une présentation thématique : mers et océans, forêts, montagnes, campagnes, villes... avec un parti pris « écolo » qui, après une partie « mode de vie », propose, pour chaque chapitre, des pages « protection de la nature » et « des pistes pour agir ».

CINÉMA

Olivia et le tremblement de terre invisible

Un film d'animation d'Antoine Lanciaux, au récit original, à la fois drôle et touchant, dans une campagne lumineuse, peuplée de personnages attachants et d'animaux bienveillants. Lucie, 9 ans, suit sa mère archéologue sans se douter qu'au-delà des fouilles, elle va découvrir un secret de famille. La technique de papier découpé, la musique aux vrais instruments acoustiques ajoutent de la délicatesse à la douceur de l'enfance et la tendresse de ce film émouvant. ► **SORTIE LE 21 JANVIER**



EXPO Photo

Une vaste exposition rassemblant plus de 180 œuvres du grand photographe britannique disparu en décembre dernier : Martin Parr. L'occasion de lui rendre hommage, en revisitant son œuvre à la lune du désordre général de notre époque. Portraitiste se faisant témoin de l'impact de l'humain sur la nature d'un continent à l'autre, avec un regard critique teinté d'ironie, il est l'un des grands noms de la photographie contemporaine.

► **EXPO GLOBAL WARNING, AU JEU DE PAUME, PARIS, JUSQU'AU 24 MAI 2026**

JEU

Voyager sans bouger du salon

Un jeu de cartes pour découvrir l'Europe et apprendre en s'amusant. Le but est de réduire le maximum de pays en piochant ou en échangeant des cartes. Chaque pays de l'Union européenne est représenté par trois cartes illustrées mettant à l'honneur ses lieux emblématiques et sa culture. Six catégories de questions (histoire, géographie, culture, gastronomie, sport et politique) et trois niveaux de difficulté, pour jouer à partir de 8 ans. ► **MIA EUROPÉ, DISPONIBLE SUR MIAEUROPE.EU ET DANS CERTAINES LIBRAIRIES INDÉPENDANTES.**



EXPO

Don Quichotte

Pour découvrir ce que le fameux hidalgo créé par Miguel de Cervantès a inspiré aux artistes depuis le XVII^e siècle, rendez-vous à Marseille pour retrouver le cavalier énigmatique flanqué de son valet chez Goya, Picasso, Daumier, Terry Gilliam, Gérard Garouste, Abraham Poincheval et bien d'autres. L'exposition présente un très grand nombre de surprises sur ce chevalier de roman, philosophe de l'absurde, vieil homme rêveur dominé par son imagination, abordant les multiples facettes du roman. ► **AU MUCEM, MARSEILLE, JUSQU'AU 30 MARS 2026**

INTERVIEW

“Dépasser la sidération”

POURQUOI ABORDER LA THÉMATIQUE DE LA FONTE DES GLACES AVEC LES ENFANTS ?

Cette catastrophe nous concerne tous mais on n'a aucune prise parce que c'est de la responsabilité des gouvernements. Je suis pétrifié par les actualités sur le réchauffement climatique. Comment dépasser la sidération qui bloque la pensée ? Du coup, l'histoire commence en présentant deux réactions possibles : celle de Ob, ours blanc qui veut fuir, et celle de Kara, jeune Inuit qui veut tout

saboter. Or le Conseil des vieilles ourses modère l'ardeur révolutionnaire de Kara, en lui montrant que ses actions vont agraver la pollution. Il l'envoie devant le Parlement interespèces pour penser l'action collectivement.

COMMENT EN PARLER SANS SUSCITER DE L'ÉCO ANXIÉTÉ ?

Par l'humour et la rêverie ! On peut tout expliquer à tout le monde, même un problème terrorisant comme celui-là à des enfants de 8 à 13 ans. Par l'humour, sans se prendre au sérieux on voit qui sont

les ennemis. Par la poésie de la langue, des situations, on réalmente notre carburant à l'espoir. L'humanité n'a cessé de surmonter des problèmes, et même si aujourd'hui la situation est effrayante, la poésie permet de rêver comment on peut réparer.

VOTRE LIVRE DÉNONCE LE SURTOURISME, L'EXPLOITATION DES RICHESSES : COMMENT FAUT-IL RÉSISTER ?

Le premier engagement est d'essayer de ne rien abîmer ni blesser



personne, de ne consommer que le nécessaire. Augmenter la prise de conscience,

BIO

Richard Gaitet, auteur du livre « Les ours polaires ne perdent pas le Nord », Éd. Neuf, L'École des loisirs

fortifier son esprit critique, lire, se documenter, ne pas être dupe des menteurs, regarder autrement le monde qui nous entoure, ne pas laisser les autres le faire pour soi. On peut être tenté de tout faire sauter, mais ce n'est pas la solution : il faut trouver des solutions ensemble, par la concertation et la conciliation.

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION KATAK

Syrie, le retour de l'école

Les enfants syriens retrouvent le chemin de l'école, un véritable défi pour le gouvernement de transition.

En Syrie, «un profond changement est en cours : un mouvement visant non seulement à faire revenir les enfants en classe, mais aussi à leur redonner espoir et des perspec-



© Hanohik/Shutterstock

tives d'avenir», déclare Laura Frigenti, directrice générale du Groupement pour l'éducation (GPE). Après quinze années de guerre civile, depuis octobre dernier, une partie des enfants syriens a retrouvé le chemin de l'école. Cette rentrée marque un engagement en faveur de la paix et de la résilience mais les défis auxquels doivent faire face l'école et le pays sont colossaux. Si des sourires se sont affichés sur le visage des enfants qui ont retrouvé les bancs de l'école, sur environ 4 millions d'inscrits, plus de 2,4 millions d'enfants ne sont pas scolarisés et plus

d'un million risque d'abandonner l'école pour aller travailler afin d'aider leur famille, alerte l'Unicef. En effet, 90% de la population vit sous le seuil de pauvreté. La guerre a fait onze millions de personnes réfugiées, dont deux millions sont rentrées en Syrie. Nombre d'enfants, de filles notamment, n'ont jamais connu l'école. La guerre a laissé de nombreuses séquelles, beaucoup d'enfants sont handicapés et en souffrance psycho-sociale.

RECONSTRUIRE

Du côté des infrastructures, une école sur trois est inutilisable. Beaucoup ont été détruites ou servent encore de refuge et les écoles restantes manquent d'équipements, de mobilier et parfois ne sont pas raccordées au réseau d'eau et d'électricité. Seuls 10% des établissements endommagés ont pu être reconstruits par la population locale avec l'aide des ONG et de donateurs. Les 235 000 enseignantes et enseignants (il en faudrait deux fois plus), sont sous payés et régis par des statuts divers (titulaires, vacataires ou payés à l'heure avec une grille de salaire qui varie d'une région à l'autre). Ils ont à leur disposition, en ligne, de nouveaux manuels scolaires où les instructions à la loyauté à l'ancien régime ont été supprimées. Si changer les programmes est nécessaire après la chute d'un gouvernement autoritaire, le doublement des heures de cours de religion et le recul de l'enseignement des langues étrangères interrogent. L'Union européenne et l'ONU restent prudents sur la réelle volonté des nouveaux dirigeants d'instaurer un régime démocratique et respectueux des minorités.

NELLY RIZZO

Femmes : un droit inégal à la santé

Le 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, nous rappelle chaque année que ce combat est permanent. Les inégalités persistent dans tous les domaines, entre autres dans le travail, privé comme professionnel : répartition inégale des tâches domestiques non rémunérées, écarts salariaux, accès limité aux postes à responsabilité ou aux promotions... Parmi ces disparités, la santé des femmes au travail constitue un enjeu majeur, mais souvent ignoré. Un rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat de 2023 dénonce «le manque de reconnaissance de la charge physique et mentale du travail des femmes à l'origine d'impensés féminins» dans les politiques de santé au travail. Les données disponibles, focalisées sur «l'homme moyen», sont très incomplètes. Or le rapport montre que 60% des personnes atteintes de troubles musculo-squelettiques sont des femmes, qui sont aussi trois fois plus nombreuses à signaler une souffrance psychique au travail. À cela s'ajoutent les difficultés liées à la vie hormonale, menstruelle et procréative des femmes pouvant dégrader leur santé au travail : pathologies menstruelles douloureuses ou incapacitantes, endométriose touchant 10% des femmes, effets négatifs pouvant être liés aux grossesses et aux accouchements, interruptions de grossesse, traitements liés à l'infertilité, cancers touchant spécifiquement les femmes, péri-ménopause qui concerne 500 000 nouvelles femmes chaque année, avec son lot d'inconforts... Le plan d'action gouvernemental pour l'égalité professionnelle 2025-2027 marque une avancée en consacrant un axe entier à la santé des femmes. Il prévoit notamment la collecte de données genrées, de campagnes d'information et de prévention. Des collectivités testent déjà des adaptations concrètes : aménagements matériels, horaires flexibles ou congés spécifiques. La généralisation de ces mesures ouvrirait une voie vers l'égalité professionnelle. DELPHINE RACT

Pesticides jusqu'aux écoles

Un quart des écoles françaises, soit 1,76 million d'élèves, est soumis «à une pression forte» aux pesticides dans «un rayon de 1000 mètres» comme si chaque zone entourant l'école avait reçu au moins un traitement de pesticides à pleine dose par an. Ce constat alarmant ressort du baromètre «pression pesticides» autour des écoles coordonné par le journal Le Monde et une dizaine d'experts rendu public le 17 décembre dernier. Suite à l'étude Pestiriv menée par Santé publique France et l'ANSES* pour connaître l'exposition aux pesticides des habitant·es de zones viticoles, ce baromètre cartographie les établissements scolaires. Un choix justifié par une sensibilité particulière des en-



fants aux pesticides et par le fait que l'école est, après le domicile, le lieu où ils passent le plus de temps, souvent à l'extérieur, pendant les récréations. Les zones les plus concernées sont les bassins viticoles, les lieux d'arboricultures fruitières et les plaines céréalières et notamment celles de culture des blés tendres d'hiver. Ces dernières contribuent le plus à cette pression. Si le collectif précise que cela ne signifie pas que chaque enfant est en danger, il s'appuie sur ce constat pour réclamer notamment que les abords des écoles soient jugés prioritaires dans la baisse des pesticides prévue par la stratégie Ecophyto 2030. CLAIRE BORDACHAR

* ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire

©DR
MAÉVA CARON-THERAGE, docteure en droit social à l'université de Lille

1 EN QUOI CONSISTE LE CONGÉ MENSTRUEL ?

C'est un ensemble de dispositifs dont les modalités varient selon les institutions. Il s'adresse principalement aux femmes souffrant de menstruations incapacitantes liées à des pathologies diagnostiquées, comme l'endométriose, et inclut parfois les règles douloureuses simples ou les symptômes liés à la ménopause. Il prend la plus souvent la forme d'absences rémunérées via des Autorisations spéciales d'absence (ASA), variant de 2 à 13 jours par an, de télétravail, d'aménagements matériels sur site ou d'une flexibilité sur les horaires.

2 QUELLES SONT LES LIMITES ?

Les tribunaux administratifs annulent ces mesures mises en place dans certaines collectivités, car les ASA ne concernent légalement que la parentalité ou les événements familiaux. Une récente circulaire impose aux préfets un contrôle systématique pour bloquer ou annuler ces dispositifs dans la fonction publique. Par ailleurs, utiliser un arrêt maladie implique un délai de carence qui pénalise financièrement les agentes. Dans les faits, on constate que les bénéficiaires utilisent peu le congé par crainte de stigmatisation, d'essentialisation qui les réduirait à leur biologie ou à une forme de faiblesse. Compléter ces dispositifs par une formation auprès de l'ensemble des personnels s'avère donc nécessaire. PROPOS RECUEILLIS PAR D.R.

“La paix se construit collectivement”

POURQUOI L'UNESCO A-T-ELLE RÉVISÉ SA RECOMMANDATION SUR L'ÉDUCATION À LA PAIX ?

CECILIA BARBIERI : La Recommandation de 1974 était visionnaire, mais le monde a profondément changé. Aujourd'hui, les menaces contre la paix se sont multipliées avec la réurgence des conflits armés inter et intra étatiques, l'affaiblissement des institutions démocratiques, la montée des discours de haine, les discriminations, le creusement des inégalités sociales et la déconnexion des jeunes de la vie politique et civique. Il faut désormais prendre en compte les enjeux majeurs que sont les inégalités de genre, le changement climatique et la désinformation par des médias et des réseaux sociaux qu'on ne contrôle plus. Face à ces défis, il était indispensable de réviser le texte pour proposer un cadre actualisé, capable de guider les politiques éducatives et les pratiques pédagogiques partout dans le monde.

QUE SIGNIFIE AUJOURD'HUI «VIVRE EN PAIX», NOTAMMENT DANS LES PAYS VICTIMES DE CONFLITS ?

C.B.: La paix n'est plus pensée comme la simple absence de guerre mais comme un processus participatif et dynamique. Vivre en paix suppose la présence de justice sociale, d'égalité et de respect des droits humains, conditions qui préviennent les conflits. Cette paix positive ne se décrète pas mais se construit collectivement, par l'engagement actif de tous les individus. Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes et des femmes, c'est dans l'esprit des hommes et des femmes que doivent être élevées les défenses de la paix, comme le rappelle l'acte constitutif de l'UNESCO. L'éducation joue donc un rôle central dans cette construction. Dans les pays en guerre, notre organisation soutient le système éducatif pour qu'il maintienne l'accès à l'éducation en assurant la continuité pédagogique et en

protégeant les enseignants et les étudiants. Elle participe également au processus de réconciliation à la suite d'un conflit, en proposant des formations de renforcement des capacités spécifiques visant à reconnaître les injustices passées et présentes, à promouvoir la justice et la réparation et à construire la confiance indispensable à l'instauration d'une paix durable.

EN QUOI CONSISTE L'ÉDUCATION À LA PAIX ?

C.B.: L'éducation à la paix est une éducation holistique et transformatrice. Elle ne se limite pas à l'acquisition de connaissances, mais vise aussi le développement de valeurs, de compétences, d'attitudes et de comportements favorables à une culture de paix. Cela inclut le développement de la pensée critique, de l'empathie, de la coopération, de la tolérance, du respect des droits humains, de la diversité. La Recommandation révisée propose des objectifs d'apprentissage et des principes directeurs



DR

BIO

Cecilia

Barbieri

est cheffe de la section pour la citoyenneté mondiale et l'éducation à la paix au sein du secteur de l'éducation de l'UNESCO depuis 2019.

qui articulent les dimensions cognitives, sociales, émotionnelles et éthiques. Elle donne un cadre commun qui montre que l'éducation à la citoyenneté mondiale, au développement durable, à la santé, aux médias et au numérique ou encore l'apprentissage de compétences socio-émotionnelles sont des approches essentielles et complémentaires.

QUEL EST LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS CETTE ÉDUCATION ?

C.B.: L'école est un levier fondamental de prévention des violences et de construction d'une paix durable, y compris dans des contextes sans conflit armé. Elle permet d'identifier très tôt les causes profondes des violences, c'est-à-dire les discriminations, les inégalités, les discours de haine, le manque de compréhension interculturelle, et d'agir dessus. L'UNESCO met à disposition des enseignants des guides et outils pédagogiques thématiques sur la citoyenneté mondiale, l'éducation aux médias, les compétences socio-émotionnelles, l'étude des passés violents. Des formations en ligne et webinaires sont aussi en accès libre. Le réseau des écoles associées à notre organisation, très présent en France, joue un rôle clé en expérimentant ces approches dès l'école primaire.

PROPOS REÇUEILLIS PAR DELPHINE RACT

Identifier très tôt les causes profondes des violences, c'est-à-dire les discriminations, les inégalités, les discours de haine, le manque de compréhension interculturelle, et agir dessus”

JPA Jeunesse
au Plein Air

Vous organisez une classe de découvertes ?

Bénéficiez de l'aide

Ma classe en voyage

avec JPA !

Pour en savoir en plus
jpa.asso.fr





SOCIÉTAIRE CASDEN, C'EST LA CLASSE !

Près de 2 millions de Sociétaires ont choisi de nous faire confiance. Parce que nous connaissons bien les besoins des agents de la Fonction publique : première affectation, déménagement suite à une mutation, achat immobilier⁽¹⁾ et pour tous les autres moments de la vie qui comptent, la CASDEN se tient toujours à vos côtés.



La banque coopérative
de la Fonction publique

Rendez-vous sur [casden.fr*](http://casden.fr) ou retrouvez-nous chez



*Coût de connexion selon votre opérateur.

⁽¹⁾Offre soumise à conditions et dans les limites fixées par l'offre de crédit, sous réserve d'acceptation de votre dossier par l'organisme prêteur, la CASDEN Banque Populaire. Pour le financement d'une opération relevant des articles L 313-1 et suivants du code de la consommation (crédit immobilier), l'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours avant d'accepter l'offre de crédit. La réalisation de la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser les sommes versées.

CASDEN Banque Populaire – Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable – Siège social : 1 bis rue Jean Wiener 77420 Champs-sur-Marne – Siren n° 784 275 778 – RCS Meaux – Immatriculation ORIAS n° 07 027 138 • BPCE – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 207 603 030 euros. • Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS – Siren n° 493 455 042 – RCS Paris – Immatriculation ORIAS n° 08 045 100 • Conception : •becoming • Crédits photos : SolAir • Illustrations : ©Frédéric Rébena • Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle. Ne pas jeter sur la voie publique.